BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr. Six mois, 23 fr. Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr. Six mois, 27 fr. Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et Fils, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles

Heures de départ des trains à Roubaix à Lille, 5 13, 7 18, 8 15, 9 43, 11 46, m., 12 23, 1 54, 3 39, 5 15, 6 42, 7 28, 8 22, 9 32, 11 08 A. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 45, 10 18, 11 23, m., 1 20, 2 45, 5 10, 5 38, 7 18, 8 23, 10 36, 11 18 Lille à Roubaix, 5 15, 6 55, 8 22, 9 55, 11 05, 12 57, 2 22, 4 47, 5 20, 6 55, 8 00, 10 13, 11 15 Tourcoing à Roubaix à Lille, 5 05, 7 10, 8 45, 9 40, 11 23, 12 15, 1 50, 3 31, 5 05, 6 07, 7 20, 8 18, 9 28, 11 00 Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05 DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 27, 7 36 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 00 soir

BOURSE DE PARIS

DU 12 NOVEMBRE	
3 0/0	61 60
4 1/2	89 00
Emprunts (5 0/0)	98 40
DU 13 NOVEMBRE	
3 0/0	61 50
4 1/2	89 00
Emprunts (5 0/0)	98 25

ROUBAIX, 13 NOVEMBRE 1874

BULLETIN DU JOUR

Avant de se rendre au diner de la présidence, les républicains de la commission de permanence ont adressé hier de nombreuses questions aux ministres du maréchal de Mac-Mahon. On a décidé, avant de se séparer, qu'il n'y aurait pas de nouvelles séances de la commission avant la rentrée de la Chambre. Personne ne le regrettera. Les vacances de l'Assemblée auraient été établies, une fois de plus, la parfaite inutilité de ce rouage parlementaire qui s'appelle la commission de permanence.

Les manifestations tumultueuses s'étant renouvelées, mercredi soir, au cours de M. Chauffard, l'école de Médecine de Paris vient d'être fermée pendant un mois. Cela prolongera d'un mois les vacances des étudiants, et, à tout prendre, ces messieurs n'ont pas absolument à se repentir d'avoir manifesté aux cours de M. Chauffard. Les cafés du quartier bénéficieront des loisirs de la jeunesse studieuse de nos écoles. Toutefois, ces séduisantes perspectives ne sont pas sans causer quelque inquiétude à la République française, qui adjure, mais un peu tard, les étudiants de se tenir tranquilles « afin surtout que les adversaires de l'enseignement moderne ne puissent prendre prétexte de ceci et l'accuser de former les hommes pour le désordre. »

Comme s'il pouvait venir à l'idée de quelqu'un que l'enseignement, compris à la façon de la République française, formera jamais des hommes pour le désordre ! Au reste, ce ne sont pas absolument les étudiants qui sont coupables en cette affaire. Le Rappel, la République française et toute la presse matérialiste de Paris avaient, depuis plus d'un mois, échauffé les cervelles de ces jeunes gens en annonçant faussement que M. Wurtz serait remplacé comme doyen par un spiritualiste. M. Wurtz n'a pas été remplacé, mais il fallait bien que quelqu'un fut victime des manœuvres de la République française, et c'est M. Chauffard, qui a été pris pour point de mire.

Une première manifestation ayant eu lieu : « N'allez pas plus loin, se sont écriés les meneurs de la presse radicale. » Comme si on apaisait d'un signe les orages qu'on a tout fait pour faire éclater ! En vain a-t-on distribué, mercredi, aux étudiants, de petits carrés de papier contenant les exhortations pacifiques du Rappel; en vain M. Wurtz, le doyen cher aux matérialistes, a-t-il pris la parole pour calmer l'agitation. En vain a-t-il dit que de pareils troubles « étaient un déshonneur pour la

France dans la situation où nous sommes. » M. Wurtz, le Rappel et la République française sont restés impuissants.

On a brisé les vitres à coups de canne; on a crié, on a chanté, et M. Chauffard a dû se retirer au milieu d'un tumulte indescriptible. Cela vient établir, une fois de plus, surtout pour les républicains conservateurs, qui croient pouvoir dominer les mouvements auxquels ils prennent part, qu'une fois le branle donné, le désordre suit son cours et aboutit à toutes les conséquences logiques de la situation qu'on a faite, à la fermeture de l'école s'il s'agit de cours d'étudiants, à l'émeute s'il s'agit de politique.

Qu'on ne se le dissimule pas, du reste, il n'y avait pas que des étudiants au cours de M. Chauffard. Vers la fin du précédent régime, lorsque l'école de Médecine était troublée, il y avait là, pérorant sur la statue de Bichat, Raoul Rigault; il y avait Dacosta et nombre de ceux qui devaient jouer un rôle pendant la Commune. Mercredi dernier, parmi les jeunes gens qui faisaient du bruit, on aurait certainement découvert les meneurs futurs de la guerre civile qui s'imposaient par leurs clamours à la grande majorité qui ne demanderait qu'à se préparer tranquillement aux examens du doctorat.

Commission de permanence

Stance du 12 novembre 1874.

PRÉSIDENCE DE M. BUFFET.

SOMMAIRE: Tarifs des frais accessoires dans les gares des chemins de fer, sectionnement pour les élections municipales; questions de presse.

MM. Martel, Benoist-d'Azy, vices-présidents.

MM. Voisin, Blin de Bourdou, Baze questeur, représentent le bureau de l'Assemblée.

MM. le général de Chabaud-Latour, ministre de l'intérieur, et Caillaux, ministre des travaux publics, représentent le gouvernement.

Sont présents: MM. Philippoteaux, Féray, Picard, Schérer, Tirard, Noël Parfait, Turquet, de Mahy, de Pleuec, Mettel, Morcau, de Rainneville, de Kergorlay, Vingtain, de la Roche-Tulou, de Beauville, Maurice, Collet, de Dietsch, d'Abboville, de la Bouillerie et Lefebvre.

Se sont fait excuser de ne pouvoir assister à la séance: MM. Calmon, de La Rochefoucauld membre de la commission, et Toupet-Desvignes, questeur de l'Assemblée.

M. Voisin, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Après la lecture du procès-verbal, M. le président annonce qu'il a reçu des lettres de M. Féray et de M. Tirard relatives à des questions à poser au gouvernement.

M. Féray veut interroger le gouvernement sur l'augmentation des frais accessoires dont M. le ministre des travaux publics a autorisé la perception dans les gares de chemins de fer. Il donne connaissance d'une lettre à ce sujet par M. le préfet de police à M. le président de la Chambre de commerce de Paris et d'une lettre de ce dernier au ministre des travaux publics. L'art. 47 de l'ordonnance de 1846 dit que le tarif des frais accessoires est arrêté chaque année dans le 10^e mois pour l'année suivante. En

1873, la Chambre de commerce avait été saisie d'une lettre analogue à celle qu'adressa cette année M. le préfet de police.

La commission parlementaire des chemins de fer a examiné les propositions relatives à l'augmentation du tarif des compagnies et elle allait donner son avis consultatif à cet égard lorsque M. de Larcy, alors ministre des travaux publics, prit une décision dans laquelle il repoussait les propositions des compagnies. Ce rejet était conforme à l'avis de la commission supérieure des chemins de fer.

Cette année, la chambre de commerce de Paris a répondu au préfet, à la date du 4 novembre courant, pour lui exposer qu'elle s'en référait à sa lettre de l'année précédente. Dans cette lettre, la chambre, après avoir engagé une discussion avec les directeurs des principales compagnies, avait émis un avis formellement contraire à l'augmentation des tarifs.

En tout cas, la commission parlementaire des chemins de fer va se réunir, pourquoi ne pas attendre qu'elle puisse donner son avis ? M. Féray demande donc au ministre de ne pas modifier immédiatement les tarifs pour les 2 derniers mois de 1874 et d'attendre la réunion de la commission pour statuer sur ce qui concernera les tarifs de 1875. Il demande, enfin, que le ministre veuille bien attendre d'avoir au moins consulté la commission.

M. Caillaux, ministre des travaux publics, répond que bien que tardivement prévenu de la question de M. Féray, il est en mesure de donner satisfaction au préopinant.

1^o Pour la fin de 1874, il est inexact que le tarif des frais accessoires ait été ou doive être modifié. Pas de modification jusqu'en 1875.

2^o Quant à l'année 1875, les frais accessoires devront être fixés annuellement par le ministre sur la proposition des compagnies: des pourparlers ont eu lieu à ce sujet. Les propositions sont en ce moment soumises à l'examen du ministre; la commission centrale des chemins de fer, dans sa séance du 7 novembre dernier, a été d'avis de les admettre, mais la question est encore à l'examen et rien n'est décidé.

M. Caillaux fait observer que l'augmentation des frais d'exploitation générale des chemins de fer est un fait incontestable qui donne lieu à des relèvements des tarifs en Allemagne et dans d'autres pays étrangers; il y a donc intérêt pour l'Etat à examiner simplement la question. Et c'est ce que fait en ce moment le ministre. L'augmentation sera-t-elle adoptée pour 1875 ? Le ministre ne se prononce pas formellement, mais il pense qu'elle sera indispensable dans des proportions qu'il reste à examiner et que contrôlerait la commission parlementaire des chemins de fer assez à temps pour empêcher l'application du tarif en 1875, si on n'approuvait pas alors ce qu'aurait décidé le ministre.

L'examen de cette question remonte à plusieurs années. Et M. de Larcy, lorsqu'il était ministre, n'a pas repoussé l'augmentation proposée en 1873. Mais il n'a pris aucune décision. Il n'y a eu aucune résolution prise sur la demande des compagnies.

Le ministre ne fait pas, d'ailleurs, de difficultés de soumettre la question à la commission, à la rentrée de la chambre.

M. Féray remercie le ministre de sa déclaration qu'aucun changement de tarif n'aura lieu en 1874 et qu'une décision sera prise.

M. Picard aborde la question du sectionnement pour les élections: les listes doivent

être dressées par scrutins. Est-il possible d'appliquer, le 23 novembre, le sectionnement arrêté par les conseils généraux dans leur session de novembre. M. le ministre croit-il que l'arrêté préfectoral concernant Toulouse notamment, soit conforme à l'esprit et au texte de la loi.

M. de Chabaud La Tour, ministre de l'intérieur, rappelle que le sectionnement laissé aux préfets par la loi de 1855 est confirmé, par la loi de 1871, aux conseils généraux. Du moment où il est décrété par les conseils généraux, il faut qu'il soit appliqué. L'application du sectionnement n'est qu'un travail manuel et de chiffres.

Le ministre, comme le dit M. Picard, est l'élève de la loi, mais les listes électorales existent: elles ont servi pour élire les conseils généraux; il n'y a donc qu'un travail proportionnel à faire d'après les listes pour l'application du sectionnement.

M. Picard: Mais la loi dit le contraire de ce que dit M. le ministre, la liste sera dressée dans chaque section. Dans chaque sectionnement il doit y avoir une liste de section, une liste unique, de façon que le scrutin de liste fonctionne même dans les sections. M. le ministre prend une liste unique et fait une élection par sectionnement. Les trois mots de la loi sont décisifs. Elle ne distingue pas. Le gouvernement se trompe donc, et les réclamations de la Haute-Garonne sont fondées parce que les listes de sectionnement ne sont pas faites.

M. le ministre de l'intérieur: La liste électorale a été terminée en septembre. La loi a bien dit qu'il y aurait des commissions de révision par sections, mais comment concilier cette obligation avec la loi qui oblige ainsi à renouveler les conseils municipaux avant le 31 décembre.

On ne pouvait soumettre la liste unique actuellement existante à une révision qui ne peut avoir lieu que de janvier à mars prochain.

Si l'on avait attendu ainsi, on aurait violé la loi qui veut les réélections avant le 31 novembre 1874, quand les commissions de section ne peuvent fonctionner qu'en mars 1875.

Il n'y a pas violation de la loi cette année, il n'y a qu'une liste unique.

M. Picard: — Le ministre n'est pas dans la nécessité de violer la loi. Il est seulement dans la nécessité de laisser voter dans les sections par scrutin de liste. Voilà tout.

Le ministre relit la loi et persiste à dire que la liste unique existant, les commissions ne peuvent faire la révision qu'en mars 1875.

M. de Mahy: — Sans doute le gouvernement doit faire les élections avant le 31 décembre, mais puisqu'il n'y a pas de liste de section, que le scrutin ne se fasse pas par section, mais par scrutin de liste.

M. de Chabaud La Tour: La liste est faite; elle a fonctionné avant la réunion des conseils généraux; ce n'est que pour l'avenir que les listes peuvent être révisées par section. Le ministre a fixé la date des élections au 22 novembre, parce que les membres de l'Assemblée pourront y prendre part. La difficulté qu'on signale se présenterait chaque année.

M. Mettel trouve que la question est grave et a un intérêt politique considérable. Il pense que le sectionnement pourrait être fait dès cette année. La commission de permanence ne peut pas, d'ailleurs, interpréter la loi, c'est le conseil d'Etat qui statuera sur les difficultés qu'aura fait naître l'application de la loi. M. Picard se trompe, d'ailleurs, sur l'interprétation de la loi.

M. Picard répond à M. Mettel et insiste parce qu'il voit une véritable violation de la loi dans le sectionnement tel qu'il se prati-

que dans la Haute-Garonne, sur une liste unique.

M. Chabaud-Latour répète que chaque année la même difficulté se présentera quand le conseil général changera le sectionnement. Il a tranché la question afin d'appliquer la loi avant le 31 décembre et pendant que les membres de l'Assemblée sont encore dans leurs départements.

M. Turquet demande ce que pourra faire l'électeur qui, au dernier moment, se trouverait ainsi transporté hors de la section dont on n'aurait pas vérifié les listes.

M. le Président engage à terminer la discussion, qui ne peut avoir de conclusion pratique.

Une discussion s'engage à propos de quelques journaux supprimés ou interdits sur la voie publique.

M. de Mahy demande quand la commission se réunira.

M. le Président. C'est à la commission à le déclarer. L'Assemblée se réunira le 20 novembre. La commission veut elle se réunir le 26.

M. de Mahy propose à huitaine.

La commission décide le contraire.

LETTRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix. Paris, 12 novembre.

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 14 NOVEMBRE 1874.

— 3 —

LE BOUQUET de JASMIN

NOUVELLE (1)

II. — LA RACINAIE. — (SUITE).

Il rentra chez lui et ne remarqua pas, en passant auprès de la halle, Vaudrand qui s'y promenait en compagnie de son fidèle Horvais, et échangeait avec celui-ci des propos railleurs en l'apercevant.

Le lendemain il se rendit à la Racinaie. Cette propriété était située environ à six cents mètres du rivage. On y jouissait de la vue de la mer; mais d'épais massifs la protégeaient contre la violence des vents du nord, et en faisaient pendant l'été une oasis de verdure.

Elle avait été bâtie vingt ans auparavant. Celui qui l'habitait étant mort et ses héritiers étant étrangers au pays, elle était restée inoccupée jusqu'au moment où M. Morvan était venu s'y installer avec sa fille, peu de temps après que le receveur de l'enregistrement avait été appelé à D... Il y vivait fort retiré et ne s'était mis en relation

qu'avec celui-ci, dont il avait fait la connaissance à l'occasion de quelques renseignements qu'il était allé lui demander au sujet de formalités administratives.

Le jeune homme trouva M. Morvan au jardin. C'était un beau vieillard, très-vert encore malgré ses cheveux blancs et sa barbe blanche, qu'il portait tout entière. Son attitude était un peu roide et sa physionomie n'était pas exempte d'une certaine rudesse; mais on était gagné par l'expression de loyauté qu'elle présentait. Ce fut le sourire sur les lèvres et avec l'apparence d'une affectueuse sympathie qu'il alla à la rencontre du visiteur.

« Mon jeune ami, lui dit-il en lui serrant cordialement la main, quel bon vent vous amène ? Je me plains tout à l'heure, à ma fille, de la rareté de vos visites. Je vous avais cependant dit que nous serions toujours toujours heureux de vous recevoir, quand vous voudriez bien venir nous distraire dans notre solitude. Les citoyens de D... sont donc bien attachants, que vous ne pouvez vous en séparer ? »

M. Duperré alléguait l'excuse banale de ses occupations, et, tout en causant, porta ses regards à la dérobée sur une jeune fille de dix-neuf ans environ qui, revêtue d'un élégant négligé, était occupée quelques pas plus loin à soigner des fleurs.

Le vieillard, après avoir pris son bras, le conduisit dans la grande allée, où il lui montra avec orgueil les

plantes de toute espèce qui atteignaient par leur belle venue sa sollicitude pour son jardin.

M. Duperré saisit la première occasion pour engager les négociations; mais à mesure qu'il avançait dans le récit des malheurs de Pauline, la figure de son auditeur se rembrunissait, et quand il exprima l'espoir qu'elle trouverait asile et protection à la Racinaie, où il était facile d'utiliser ses services, M. Morvan le regarda avec une expression qui n'avait rien de rassurant pour le succès de sa démarche.

« Tiedieu ! lui dit-il, vous mettez de la chaleur dans votre plaidoyer !

— M'en blâmez-vous ?

— Pas précisément, mais je suis un peu étonné.

— Puis je vous demander la raison de votre étonnement ?

— Je n'ai pas pu empêcher les rumeurs de D... d'arriver jusqu'à moi; j'ai donc été forcé d'apprendre que cette jeune fille était, à tort ou à raison, quelque peu compromise dans l'opinion du pays, et que votre nom était mêlé aux accusations dirigées contre elle.

— Je ne vous comprends pas.

— N'avez-vous pas fait avec elle à la ville voisine un voyage qui pouvait prêter aux interprétations ?

Le jeune homme interrogea ses souvenirs.

« Ah ! j'y suis, dit-il après quelques instants de silence. Il y a environ trois semaines, je reçus une invitation pressante de me rendre à G... Elle portait

une signature illisible, inconnue pour moi; mais elle s'appuyait sur des motifs très-plausibles; un grand intérêt était en jeu, j'aurais pu regretter amèrement de n'en avoir pas tenu compte. Je partis, Pauline était dans la voiture avec moi. On m'avait donné rendez-vous à l'extrémité de la ville, dans un endroit écarté. Lorsque je me rendis à l'adresse indiquée, je ne trouvais que la servante; elle me dit que son maître était absent et qu'il ne rentrerait probablement pas avant une heure avancée de la soirée; cependant, puisque j'avais un rendez-vous, elle m'engagea à attendre.

« Je finis par perdre patience et je partis. La solitude la plus complète régnait dans la rue, ou plutôt dans le chemin: car la maison d'où je sortais était isolée et des deux côtés de la voie s'élevait une rangée d'arbres. J'aperçus deux ombres qui se dissimulaient sous le feuillage; quelques instants après je vis s'avancer une femme, d'un pas précipité. A la lueur d'un bec de gaz, elle me reconnut et me supplia de la reconduire. C'était Pauline; elle était profondément émue et regardait avec effroi derrière elle pour s'assurer qu'on ne la poursuivait pas; je l'interrogeai, elle répondit d'une voix troublée à mes questions; je compris cependant qu'en se rendant à un endroit où on l'avait appelée, elle avait été arrêtée par deux hommes embusqués dans l'ombre.

« J'avais attaché peu d'importance à cette aventure; mais je comprends maintenant le piège qu'on nous avait

tendu à l'un et à l'autre. Ce voyage accompli ensemble, cette rencontre dans un endroit écarté, le soir, tout avait été combiné pour nous placer sous l'accusation d'une partie concertée d'adultère. Il paraît qu'on trouve à D... de singulières jouissances dans ces trames perdues.

— Parbleu ! et je suis sûr que bien d'autres circonstances sont venues se grouper pour vous donner la réputation d'un affreux débauché.

« Le désaveuement des petites localités est terrible, on s'y plaît à ourdir des complots qu'on voit ensuite éclater avec bonheur. On met en usage des prodiges de diplomatie, on dresse de grandes combinaisons pour satisfaire les préoccupations les plus mesquines, atteindre le but le plus puéril. Celui contre lequel est dirigée cette savante stratégie, se sent pris dans les mailles d'un filet, dont il n'aperçoit la trame que lorsqu'il est trop tard pour s'en dégager. Vous me paraissez médiocrement apte à vous débrouiller au milieu de cet écheveau d'intrigues. Croyez bien que cette expérience est un mérite à mes yeux. J'étais déjà convaincu, avant de vous entendre, que vous étiez la dupe de quelque manœuvre souterraine; j'ai fait l'essai des mœurs des petites villes dans mes premières garnisons.

— Vous avez donc été militaire ?

— Qui est arrivé à mon âge sans l'avoir été un peu ? Mais, dites-moi, je suis sûr qu'un certain Vaudrand, dont j'ai entendu parler, doit jouer dans cette

(1) Reproduction autorisée pour les journaux qui ont traité avec la Société des Gens de lettres.